

# Zeev Sternhell : « En Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts »

« En Israël pousse un racisme proche du nazisme à ses débuts »  
Dans une tribune au « Monde », l'historien spécialiste du fascisme, se lance dans une comparaison entre le sort des juifs avant la guerre et celui des Palestiniens aujourd'hui.

Par Zeev Sternhell (historien, membre de l'Académie israélienne des sciences et lettres, professeur à l'Université hébraïque de Jérusalem, spécialiste de l'histoire du fascisme)

*[L'annonce est autant symbolique que contestée à l'international : le 6 décembre 2017, le président américain Donald Trump a décidé de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël. L'ambassade américaine, actuellement établie à Tel-Aviv, ouvrira ses portes avant fin 2019. L'initiative a rapidement été saluée par le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou. Depuis, à la Knesset, le Parlement, la droite mène une offensive sur plusieurs fronts. Le 2 janvier, les députés ont voté un amendement à la loi fondamentale, c'est-à-dire constitutionnelle, rendant impossible toute cession d'une partie de Jérusalem sans un vote emporté à la majorité des deux-tiers. Plusieurs députés ont aussi avancé des projets de loi visant à redéfinir le périmètre de la ville, en rejetant des quartiers arabes entiers se trouvant au-delà du mur de séparation, ou bien en intégrant de vastes colonies. Pour l'historien Zeev Sternhell, ces décisions visent à imposer aux Palestiniens d'accepter sans résistance l'hégémonie juive sur le territoire, les condamnant pour l'éternité au statut de population occupée.]*

**Tribune.** Je tente parfois d'imaginer comment essaiera d'expliquer notre époque l'historien qui vivra dans cinquante ou cent ans. A quel moment a-t-on commencé, se demandera-t-il sans doute, à comprendre en Israël que ce pays, devenu Etat constitué lors de la guerre d'indépendance de 1948, fondé sur les ruines du judaïsme européen et au prix du sang de 1 % de sa population, dont des milliers de combattants survivants de la

Shoah, était devenu pour les non-juifs, sous sa domination, un monstre ? Quand, exactement, les Israéliens, au moins en partie, ont-ils compris que leur cruauté envers les non-juifs sous leur emprise en territoires occupés, leur détermination à briser les espoirs de liberté et d'indépendance des Palestiniens ou leur refus d'accorder l'asile aux réfugiés africains commençaient à saper la légitimité morale de leur existence nationale ?

La réponse, dira peut-être l'historien, se trouve en microcosme dans les idées et les activités de deux importants députés de la majorité, Miki Zohar (Likoud) et Bezalel Smotrich (Le Foyer juif), fidèles représentants de la politique gouvernementale, récemment propulsés sur le devant de la scène. Mais ce qui est plus important encore, c'est le fait que cette même idéologie se trouve à la base des propositions de loi dites « fondamentales », c'est-à-dire constitutionnelles, que la ministre de la justice, Ayelet Shaked, avec l'assentiment empressé du premier ministre, Benjamin Nétanyahou, se propose de faire adopter rapidement par la Knesset.

Shaked, numéro deux du parti de la droite religieuse nationaliste, en plus de son nationalisme extrême, représente à la perfection une idéologie politique selon laquelle une victoire électorale justifie la mainmise sur tous les organes de l'Etat et de la vie sociale, depuis l'administration jusqu'à la justice, en passant par la culture. Dans l'esprit de cette droite, la démocratie libérale n'est rien qu'un infantilisme. On conçoit facilement la signification d'une telle démarche pour un pays de tradition britannique qui ne possède pas de Constitution écrite, seulement des règles de comportement et une armature législative qu'une majorité simple suffit pour changer.

### **« IL S'AGIT D'UN ACTE CONSTITUTIONNEL NATIONALISTE DUR, QUE MME LE PEN N'OSERAIT PAS PROPOSER »**

L'élément le plus important de cette nouvelle jurisprudence est une législation dite « loi sur l'Etat-nation » : il s'agit d'un acte constitutionnel nationaliste dur, que le nationalisme intégral maurrassien d'antan n'aurait pas renié, que Mme Le Pen, aujourd'hui, n'oserait pas proposer, et que le nationalisme autoritaire et xénophobe polonais et hongrois accueillera avec satisfaction. Voilà donc les juifs qui oublient que leur sort, depuis la Révolution française, est lié à celui du libéralisme et des droits de l'homme, et qui produisent à leur tour un nationalisme où se reconnaissent facilement les plus durs des chauvinistes en Europe.

## L'impuissance de la gauche

En effet, cette loi a pour objectif ouvertement déclaré de soumettre les valeurs universelles des Lumières, du libéralisme et des droits de l'homme aux valeurs particularistes du nationalisme juif. Elle obligera la Cour suprême, dont Shaked, de toute façon, s'emploie à réduire les prérogatives et à casser le caractère libéral traditionnel (en remplaçant autant que possible tous les juges qui partent à la retraite par des juristes proches d'elle), à rendre des verdicts toujours conformes à la lettre et à l'esprit de la nouvelle législation. Mais la ministre va plus loin encore : elle vient juste de déclarer que les droits de l'homme devront s'incliner devant la nécessité d'assurer une majorité juive. Mais puisque aucun danger ne guette cette majorité en Israël, où 80 % de la population est juive, il s'agit de préparer l'opinion publique à la situation nouvelle, qui se produira en cas de l'annexion des territoires palestiniens occupés souhaitée par le parti de la ministre : la population non-juive restera dépourvue du droit de vote.

Grâce à l'impuissance de la gauche, cette législation servira de premier clou dans le cercueil de l'ancien Israël, celui dont il ne restera que la déclaration d'indépendance, comme une pièce de musée qui rappellera aux générations futures ce que notre pays aurait pu être si notre société ne s'était moralement décomposée en un demi-siècle d'occupation, de colonisation et d'apartheid dans les territoires conquis en 1967, et désormais occupés par quelque 300 000 colons. Aujourd'hui, la gauche n'est plus capable de faire front face à un nationalisme qui, dans sa version européenne, bien plus extrême que la nôtre, avait presque réussi à anéantir les juifs d'Europe. C'est pourquoi il convient de faire lire partout en Israël et dans le monde juif les deux entretiens faits par Ravit Hecht pour Haaretz (3 décembre 2016 et 28 octobre 2017) avec Smotrich et Zohar. On y voit comment pousse sous nos yeux, non pas un simple fascisme local, mais un racisme proche du nazisme à ses débuts.

Comme toute idéologie, le racisme allemand, lui aussi, avait évolué, et, à l'origine, il ne s'en était pris qu'aux droits de l'homme et du citoyen des juifs. Il est possible que sans la seconde guerre mondiale, le « problème juif » se serait soldé par une émigration « volontaire » des juifs des territoires sous contrôle allemand. Après tout, pratiquement tous les juifs d'Allemagne et d'Autriche ont pu sortir à temps. Il n'est pas exclu que pour certains à droite, le même sort puisse être réservé aux Palestiniens. Il faudrait seulement qu'une occasion se présente, une bonne guerre par

exemple, accompagnée d'une révolution en Jordanie, qui permettrait de refouler vers l'Est une majeure partie des habitants de la Cisjordanie occupée.

### **Le spectre de l'apartheid**

Les Smotrich et les Zohar, disons-le bien, n'entendent pas s'attaquer physiquement aux Palestiniens, à condition, bien entendu, que ces derniers acceptent sans résistance l'hégémonie juive. Ils refusent simplement de reconnaître leurs droits de l'homme, leur droit à la liberté et à l'indépendance. Dans le même ordre d'idées, d'ores et déjà, en cas d'annexion officielle des territoires occupés, eux et leurs partis politiques annoncent sans complexe qu'ils refuseront aux Palestiniens la nationalité israélienne, y compris, évidemment, le droit de vote. En ce qui concerne la majorité au pouvoir, les Palestiniens sont condamnés pour l'éternité au statut de population occupée.

### **POUR MIKI ZOHAR, LES PALESTINIENS "SOUFFRENT D'UNE LACUNE MAJEURE : ILS NE SONT PAS NÉS JUIFS"**

La raison en est simple et clairement énoncée : les Arabes ne sont pas juifs, c'est pourquoi ils n'ont pas le droit de prétendre à la propriété d'une partie quelconque de la terre promise au peuple juif. Pour Smotrich, Shaked et Zohar, un juif de Brooklyn, qui n'a peut-être jamais mis les pieds sur cette terre, en est le propriétaire légitime, mais l'Arabe, qui y est né, comme ses ancêtres avant lui, est un étranger dont la présence est acceptée uniquement par la bonne volonté des juifs et leur humanité. Le Palestinien, nous dit Zohar, « n'a pas le droit à l'autodétermination car il n'est pas le propriétaire du sol. Je le veux comme résident et ceci du fait de mon honnêteté, il est né ici, il vit ici, je ne lui dirai pas de s'en aller. Je regrette de le dire mais [les Palestiniens] souffrent d'une lacune majeure : ils ne sont pas nés juifs ».

Ce qui signifie que même si les Palestiniens décidaient de se convertir, commençaient à se faire pousser des papillotes et à étudier la Torah et le Talmud, cela ne leur servirait à rien. Pas plus qu'aux Soudanais et Erythréens et leurs enfants, qui sont israéliens à tous égards – langue, culture, socialisation. Il en était de même chez les nazis. Ensuite vient l'apartheid, qui, selon la plupart des « penseurs » de la droite, pourrait, sous certaines conditions, s'appliquer également aux Arabes citoyens israéliens depuis la fondation de l'Etat. Pour notre malheur, beaucoup d'Israéliens, qui ont honte de tant de leurs élus et honnissent leurs idées, pour toutes sortes de raisons, continuent à voter pour la droite.

*Le quotidien israélien de gauche Haaretz a publié une tribune du même auteur sur ce thème*